Zeitschrift: Bulletin Electrosuisse

Herausgeber: Electrosuisse, Verband für Elektro-, Energie- und Informationstechnik

Band: 98 (2007)

Heft: 16

Rubrik: Politik und Gesellschaft = Politique et société

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Soll der Wasserzins erhöht werden?

Die Gebirgskantone verlangen im Sinne eines Gesamtpakets eine Erhöhung des Wasserzinsmaximums, einen Speicherzuschlag sowie die Indexierung des Wasserzinses. Würden diese Forderungen erfüllt, stiege der Strompreis um rund 0,3 Rappen pro Kilowattstunde an. Die Strombranche wehrt sich gegen eine Erhöhung der Produktionskosten für Wasserkraft in der gegenwärtigen energie- und klimapolitischen Situation.

Axpo

Der Limmernsee: Mit den Ausbauprojekten NESTIL und Linthal 2015 sollen die bestehenden Anlagen mit leistungsfähigen Pumpspeicherwerken ausgebaut und optimiert werden.

Die Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK) fordert die Erhöhung des Wasserzinsmaximums von heute CHF 80 auf CHF 100. In ihrer Medienmitteilung vom 6. August begründet die RKGK dies mit der Teuerung, andererseits aber auch damit, dass der Wert der Wasserkraft angesichts der drohenden Versorgungslücke und der klimapolitischen Herausforderungen deutlich gestiegen sei und noch weiter steigen werde und die Unternehmen daher auch grosse Gewinne erwirtschafteten.

Strombranche wehrt sich

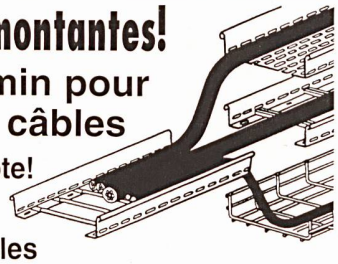
Der Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen (VSE) und die Organisation der schweizerischen Stromverbundunternehmen swisselectric haben die Forderungen der Regierungskonferenz der Gebirgskantone vom 6. August 2007 zur Kenntnis genommen. Sie teilen die Einschätzung der RKGK bezüglich der eindeutigen Qualität der einheimischen und CO_2-freien Wasserkraftproduktion. VSE und swisselectric wehren sich aber gegen eine Erhöhung der Produktionskosten für Wasserkraft in der gegenwärtigen energie- und klimapolitischen Situation. Sie würde die Wettbewerbsfähigkeit verschlechtern.

Attraktivität der Wasserkraft in Gefahr

Die Mitglieder von swisselectric wollen bis 2035 CHF 30 Mrd. in die sichere, wirtschaftliche und ökologische Stromversorgung der Schweiz investieren. Dazu gehörten auch die Erneuerung und der Ausbau der Wasserkraftproduktion. Eine Erhöhung der Produktionskosten hemme diese Investitionen und setze ein falsches Signal. Ebenfalls ablehnend steht swisselectric der Forderung nach einem Speicherzuschlag für Spitzenstrom gegenüber. Es bestehe kein Zusammenhang zwischen der natürlichen Ressource Wasser und der Qualitätsverbesserung durch den Bau von Speicheranlagen. Der Speicherzuschlag sei nicht mehr als eine Steuer auf die Produktion von sauberer, schnell verfügbarer Spitzenenergie. Auch die geforderte Indexierung des Wasserzinsmaximums vermindert die Attraktivität der Wasserkraft. Somit stünden alle drei Forderungen dem erklärten Ziel der RKGK, die Wasserkraft als einheimische, CO_2-freie und wirtschaftliche Energie fördern zu wollen, entgegen. *(kl)*

Finis les chemins à grille, les chemins de câbles et les **conduites montantes!**

Il existe maintenant les Multi-chemins LANZ: un chemin pour tous les câbles



- **Les Multi-chemins LANZ simplifient la planification, le métré et le décompte!**
- **Ils diminuent les frais d'agencement, d'entreposage et de montage!**
- **Ils assurent de meilleurs profits aux clients: excellente aération des câbles**
- **Modification d'affectation en tout temps. Avantageux. Conformes aux normes CE et SN SEV 1000/3.**

Pour des conseils, des offres et des livraisons à prix avantageux, adressez-vous au grossiste en matériel électrique ou directement à

lanz oensingen sa e-mail: info@lanz-oens.com
CH-4702 Oensingen • Tél. 062/388 21 21 • Fax 062/388 24 24

kf 5

Première vue d'ensemble des prélèvements d'eau dans les rivières suisses

Le 25 juillet l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a publié la carte des débits résiduels en Suisse sur la base des inventaires cantonaux. Cette carte recense les prélèvements et les restitutions d'eau effectuées par des installations fixes dans les cours d'eau. Elle présente un premier état de la mise en œuvre des dispositions sur les débits résiduels. Les cantons ont le temps jusqu'à la fin 2012 pour réaliser les assainissements nécessaires et possibles des prélèvements autorisés avant l'entrée en vigueur de la loi sur la protection des eaux en 1992.

La loi sur la protection des eaux (LEaux) prévoit qu'un débit suffisant soit laissé à la rivière après un ou plusieurs prélèvements afin que le cours d'eau puisse remplir ses diverses fonctions, notamment l'alimentation des nappes souterraines, la dégradation des polluants, la conservation de la biodiversité et la mise à disposition de lieux de détente. Les prélèvements autorisés après 1992, p. ex. les renouvellements de concessions pour les usines hydro-électriques, doivent comporter des dispositions garantissant des débits résiduels convenables.

Pour les prélèvements autorisés avant 1992, les cantons sont tenus d'examiner chaque prélèvement et à assainir les tronçons là où c'est nécessaire et possible. Ces assainissements doivent être terminés d'ici la fin 2012.

Grande majorité des prélèvements utilisés pour produire de l'énergie

La carte recense les prélèvements effectués par le biais d'installations fixes et qui représentent plus du 20 % du volume moyen naturel d'un cours d'eau en période d'étiage (voir encadré). À quelques exceptions près, les prélèvements qui servent à l'irrigation ou à l'enneigement n'entrent pas dans ces catégories ou n'ont pas été inventoriés.

Sur la base des inventaires des prélèvements d'eau existants transmis par 25 cantons à l'OFEV, 1488 prélèvements ont été représentés sur la carte. La majeure partie d'entre eux (1406) est effectuée pour produire de l'énergie hydro-électrique. Parmi ces derniers prélèvements, 1262 ont un impact considéré comme très important sur l'environnement puisque le volume prélevé représente plus de 50 % du débit moyen naturel d'un cours d'eau en période d'étiage. 144 ont été autorisés après 1992 et doivent respecter les dispositions sur le débit résiduel. 1118 sont plus anciens et doivent être examinés en priorité par les cantons dans le cadre des dispositions sur les débits résiduels et, si nécessaire et possible, être assainis d'ici fin 2012.

82 prélèvements recensés sur la carte sont affectés à d'autres buts que la production d'énergie hydro-électrique, p. ex. au refroidissement d'installations nucléaires ou industrielles, à l'irrigation, à l'approvisionnement en eau potable ou à l'enneigement. 18 d'entre eux doivent être examinés prioritairement par les cantons.

Garantir une vue d'ensemble

La carte des débits résiduels offre une première vue d'ensemble de l'application de la «LEaux» dans le domaine des débits résiduels et de leur assainissement. Elle sera actualisée périodiquement afin de documenter l'évolution de la situation. *(OFEV/kl)*

Axpo

Prairie près de la centrale de Rupperswil-Auenstein: la taxe des eaux résiduelles est aussi importante pour le maintien de la diversité des espèces et l'existence des zones de promenade.

Comment lire la carte des débits résiduels?

La carte des débits résiduels indique les points de prélèvements effectués par le biais d'installations fixes et représente plus du 20 % du volume moyen naturel du cours d'eau en période d'étiage ainsi que leur point de restitution. Les prélèvements les plus importants au niveau environnemental – plus de 50 % du débit naturel moyen de la rivière en période d'étiage – sont munis d'un numéro. Ce numéro figure en gras si le prélèvement a été autorisé après 1992; ces prélèvements doivent respecter des débits résiduels convenables.

Le numéro renvoie à des données complémentaires que l'on obtient en cliquant sur le point de prélèvement. Ces données mentionnent, entre autres, le débit amont à la prise, la quantité prélevée et le débit de dotation (débit défini dans le droit d'utilisation).

La carte mentionne aussi les périmètres de quatre inventaires fédéraux recensant des objets naturels et paysagers d'importance nationale. Selon la loi sur la protection des eaux, des mesures d'assainissement supplémentaires doivent en général être prises pour les tronçons qui figurent dans ces zones. La Confédération peut financer en partie des travaux. *(OFE/kl)*

Le Surveillant des prix conserve, jusque au premier janvier 2008, ses compétences actuelles

En 2003, la Surveillance des prix a ouvert un site Internet permettant de comparer les prix de l'électricité facturés par les différentes entreprises électriques de Suisse: *http://prix-electricite.monsieur-prix.ch* (F), *http://strompreise.preisueberwacher.ch* (A), *http://prezzi-elettricita.mister-prezzi.ch/web/i/* (I). Ce site a été constamment actualisé, sur la base des informations livrées par les entreprises. Début 2007, les entreprises qui n'ont pas annoncé de modifications tarifaires depuis l'ouverture du site ont été contactées et priées d'informer la Surveillance des prix sur les éventuelles modifications tarifaires intervenues de manière à ce que le site puisse être actualisé. La Surveillance des prix demande aux entreprises envisageant d'adapter leurs tarifs dans les mois à venir de l'en informer également. Le site actualisé mettra en évidence les plus fortes modifications tarifaires ainsi que les prix les plus élevés. Les résultats concrets seront plus tard disponibles. La loi sur l'approvisionnement en électricité n'entrant en vigueur que le premier janvier 2008, le Surveillant des prix conserve, jusque là, ses compétences actuelles et prendra les mesures nécessaires pour lutter contre d'éventuels abus de prix. *(Surveillant des prix /kl)*

Ende des Steinkohlebaus in Deutschland

Im Jahr 2018 soll in Deutschland die letzte Tonne Steinkohle gefördert werden. Damit geht eine 200 Jahre dauernde Epoche der Industriegeschichte zu Ende. Dem am 8. August beschlossenen Gesetz der deutschen Regierung muss noch der Bundestag zustimmen. Derzeit werden noch acht Zechen in Deutschland betrieben, sieben in Nordrhein-Westfalen und eine im Saarland. Kumpel, die durch Zechenschliessungen ihren Job verlieren, erhalten nach ihrer Entlassung für maximal fünf Jahre Anpassungsgeld. Der Ausstieg wird nach dem vom Kabinett am Mittwoch beschlossenen Gesetz insgesamt bis zu 29,5 Milliarden Euro kosten. Rund 21,6 Milliarden Euro für Beihilfen und Anpassungsgeld für Bergleute müssen aus Steuermitteln bezahlt werden. Davon trägt der Bund mit bis zu 17 Mrd. Euro den Löwenanteil. Die SPD hat im Gesetz die Option durchgesetzt, dass der Bundestag 2012 den Ausstieg noch einmal überprüfen kann. Bei den Sozialdemokraten hofft man, dass die zu teure deutsche Steinkohle auf dem Weltmarkt doch noch konkurrenzfähig wird.

Der Abbau der deutschen Steinkohle wird vom Staat subventioniert und ist im Vergleich zur Förderung weltweit aufwendig und teuer. Der besondere Aufwand ist erforderlich, weil die deutsche Kohle in grosser Tiefe liegt und von einem nach Norden hin immer mächtiger werdenden Deckgebirge überlagert ist. Ausserdem sind die Lohnkosten in Deutschland höher als in den anderen Ländern, die Steinkohle fördern, wie etwa Australien oder Südafrika. *(unki.de/nrz/kl)*

stockxpert

Trinationale Radioaktivitätsmessübung

Vom 27. bis 30. August führten Spezialisten aus Deutschland, Frankreich und der Schweiz gemeinsame Radioaktivitätsmessübungen in der Region Basel durch. Dabei wurde die Radioaktivität am Boden von Helikoptern aus gemessen. Die Nationale Alarmzentrale NAZ des Bundesamtes für Bevölkerungsschutz trainierte zudem die Zusammenarbeit mit den Einsatzkräften des Kantons Baselland für die Ortung und Bergung von radioaktiven Quellen. In den Vorjahren wurden ähnliche Übungen mit den Kantonen Waadt, Tessin und Neuenburg durchgeführt.

Der Fokus der diesjährigen Übung lag auf der Zusammenarbeit von Messteams aus Deutschland, Frankreich und der Schweiz. Jedes Team erhob Messdaten, welche anschliessend in ein gemeinsames Gesamtbild einflossen. Ziel war es, für die gegenseitige Hilfeleistung über die Grenze hinweg gerüstet zu sein. Neben der Region des Dreiländerecks wurden dabei turnusgemäss auch die Kernkraftwerke Gösgen und Mühleberg überflogen. *(NAZ/kl)*

PSI gibt mit Tritium kontaminiertes Wasser in die Aare ab

Am 8. August begann das PSI mit der Abgabe von mit Tritium kontaminiertem Wasser in die Aare. Die Abgabe dauerte etwa einen Monat und wurde vom Bundesamt für Gesundheit (BAG) bewilligt und überwacht.

Die Abgabe erfolgt nach einer technischen Panne. Laut dem BAG besteht keine Gefährdung für Mensch und Umwelt, da die Radioaktivität des Aarewassers weit unterhalb des Grenzwerts liegt. Dies bestätigte auch Roger Andres, Sicherheitsdelegierter beim PSI. Das Wasser, das vom PSI in die Aare geleitet wird, erhöht die Aktivität des Tritiums im Aarewasser um 5 Bq. Der gesetzlich festgelegte Toleranzwert für Trinkwasser beträgt 5 Bq/l. Die Erhöhung des Tritiumwerts in der Aare belief sich somit bei dieser nicht routinemässigen Abgabe auf ein Zweihundertstel des Toleranzwerts. Trotz der minimalen Erhöhung betont Andres: «Während des Hochwassers haben wir die Abgabe unterbrochen, damit kein kontaminiertes Wasser in die Keller der umliegenden Häuser gelangen konnte.» Von der Entsorgung in Lagertanks – wie sie Greenpeace in einem Kommentar zu den Plänen des PSI forderte – wurde abgesehen, da dies gemäss Andres nur bei hoch konzentriertem Tritium sinnvoll sei. Ausserdem hätte in diesem Fall die zusätzliche Kontamination der Tanks zu zusätzlichen Sekundärabfällen geführt.

Das Tritium trat nach einem technischen Zwischenfall im Kühlsystem der Spallations-Neutronenquelle (SINQ) in den Sekundärkreislauf aus. Da der Sekundärkreislauf der SINQ häufig geöffnet wird, etwa um neue Experimentieranlagen anzuhängen, darf dieser keine Verunreinigungen aufweisen. Mit der SINQ macht das PSI Untersuchungen im Bereich der Struktur und Dynamik kondensierter Stoffe. Die daraus gewonnenen Erkenntnisse kommen der Materialwissenschaft, der Medizin und der Kernphysik zugute. *(PSI/kl)*

Deutsche Stromverbraucher bleiben ihren Lieferanten treu

Rund 47 % der Haushalte in Deutschland haben inzwischen einen neuen Tarif bei ihrem bisherigen Stromlieferanten oder einen neuen Anbieter gewählt. Eine Mehrheit von 37 % hat sich für ein anderes Produkt beim angestammten Stromunternehmen entschieden. Gut 7 % haben seit der Liberalisierung des Strommarktes 1998 zu einem neuen Versorger gewechselt. Weitere 3 % haben ihren Anbieter nach einem Umzug neu gewählt. Das ergab eine aktuelle, repräsentative Umfrage, die der Verband der Elektrizitätswirtschaft (VDEW) Anfang August durchgeführt hat.

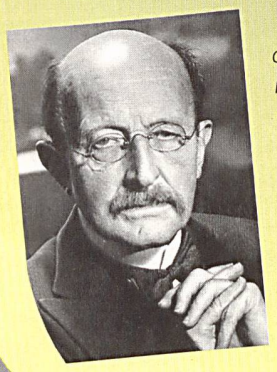
Das Wechselverhalten der Stromkunden hat sich seit der letzten Untersuchung im November 2006 (VDEW-Kundenfokus) weiter intensiviert: 7,3 % (2006: 6 %) der Befragten gaben jetzt an, ihren Stromversorger seit 1998 gewechselt zu haben. Davon haben 23,4 % (19,6 %) einen anderen Lieferanten innerhalb der letzten zwölf Monate gewählt. Wiederum 90,4 % davon erklärten, dies sei ihr erster Wechsel gewesen. Insgesamt entschied sich jeder fünfte Wechsler für ein Ökostromangebot. 9,2 % (8,1 %) der Haushalte hatten sich bereits wiederholt für einen neuen Lieferanten entschieden. *(VDEW/kl)*

Vaduz baut Dampfleitung über den Rhein

Die Regierung in Vaduz befürwortet aus energie- und umweltpolitischen Gründen die Errichtung einer Dampfleitung, welche die Lieferung von Prozessdampf an die beiden Schaaner Industriebetriebe Hilcona AG und Herbert Ospelt Anstalt ermöglicht. Die Idee, die beim Verbrennen des Abfalls entstehende Wärme als Dampf an industrielle Verbraucher in Liechtenstein abzugeben, wurde vor über 20 Jahren bereits einmal diskutiert, dazumal aber wieder verworfen. Im Zeichen der heute stattfindenden energiepolitischen Diskussionen sowie den entsprechenden Zielsetzungen stiess die erneute Lancierung dieser grenzüberschreitenden Zusammenarbeit beim Ressort Wirtschaft auf grosses Wohlwollen.

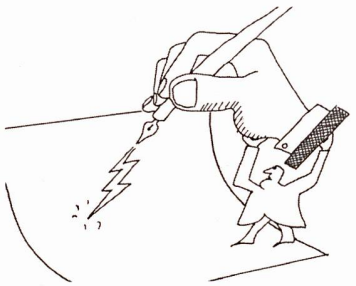
Auch aus umweltpolitischer Sicht ist das Projekt von Vorteil für Vaduz. Mit der Lieferung von Prozessdampf an die beiden Industriebetriebe kann nämlich bereits bis zu einem Drittel der CO_2-Reduktion, zu der sich das Land mit der Ratifizierung des Kyoto-Protokolls verpflichtet hat, erreicht werden.

Nicht zuletzt bringt das Projekt auch einen verkehrspolitischen Nutzen, wie die fundierte Machbarkeitsstudie des Verein für Abfallentsorgung zeigt. Nach der raumordnungspolitischen Abwägung der unterschiedlichen Interessen befürwortet die Regierung in ihrem Grundsatzentscheid die Variante, in der die Dampfleitung den Rhein oberirdisch queren soll. Dazu Regierungschef-Stellvertreter Klaus Tschütscher: «Die Regierung hat damit die Chance genutzt, verkehrspolitisch ein Zeichen zu setzen, indem gleichzeitig mit der Dampfleitung eine neue Fuss- und Radwegbrücke realisiert werden soll. Dies ist ein wichtiger Schritt in der Optimierung der Verkehrsinfrastruktur für die Fussgänger und Radfahrer.» *(pafl/kl)*



« Wissenschaft kann die letzten Rätsel der Natur nicht lösen. Sie kann es deswegen nicht, weil wir selbst ein Teil der Natur und damit auch ein Teil des Rätsels sind, das wir lösen wollen. »

Max Planck (1858–1947), deutscher Physiker, wird als Begründer der Quantentheorie betrachtet.



Strom bei Monsieur Prix

Bisher kannte ich nur Comparis. Eine Internetseite, mit der man allerlei Anbieter vergleichen kann. Super Sache. So kann ich jedes Jahr meine Grundversicherung der Krankenkasse ohne viel Aufwand wechseln, ohne dafür zu bezahlen. Dummerweise bleiben die Zusatzversicherungen bestehen, und ich verliere den Überblick über meine Policen. Das ist der Preis des günstigsten Angebots. Nun kann man noch mehr vergleichen, nämlich Strom und was man dafür bezahlt. Das kann man bei keinem Geringeren als bei «Monsieur Prix» himself. Auf der eingerichteten Homepage (strompreise.preisueberwacher.ch) geht das relativ einfach. Vorausgesetzt, man verfügt über das Basiswissen. Ort eingeben und Hauskategorie wählen. «H1 1600 Haushalt 2-Zimmer-Wohnung mit Elektroherd, 1600 kWh/a» kommt bei mir vielleicht hin. Zwei Zimmer sind es, da bin ich mir sicher, und den Wohnort konnte ich mir auch merken. Aber das mit den Kilowatt? Mein ans Netz angeschlossenes Hamsterrad und Friedbert tragen sicherlich etwas zur Reduktion des Verbrauchs bei. Oder anders: Friedbert sorgt dafür, dass ich vom Lieferanten nicht soviel beziehen muss. Das kostest immerhin, so «Monsieur Prix», 22.20 Rappen pro kWh, und es gibt günstigere Lieferanten. Die nächste Stromrechnung werde ich zum ersten Mal in meinem Leben als Strombezüger ansehen. Stimmt es, dann muss ich wohl, bis ich den Anbieter wechseln kann, von einem Ort in den anderen ziehen (oder ich engagiere Kollegen für Friedbert – mehr als 20 Rappen pro hergestellte kWh werden diese wohl nicht verfressen). Vorerst gilt aber: Ende Jahr ziehe ich ins Wallis, und nächstes Jahr schaue ich wieder beim Preisüberwacher. Die interaktive Grafik hilft mir zusätzlich, die Umgebung zu erkunden. Alles in allem eine gute Sache, diese Vergleichsplattformen. *(H. Waldorf)*